

83 AV

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



Nous n'oublions pas que le trône de Leurs Majestés Britanniques est établi sur la sueur et le sang de travailleurs des cinq parties du monde : Jaunes, Noirs et Blancs !

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (34, Bd. Magenta) Paris X^e
ABONNEMENTS
France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.
Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.
Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : n° 1907-81 Paris

OUVRIÈRE

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

Le Gouvernement instaure la mobilisation permanente

La loi sur la nation en temps de guerre, c'est la préparation du fascisme

Le Sénat a discuté dans ses séances du 16 et 17 juin, le projet de loi sur la Nation Armée, adopté en deuxième lecture par la Chambre le 24 mars. Le débat essentiel a tourné autour de la question du commandement unique. Le rapporteur, le colonel Fabry, se donnait pour tâche de faire sanctionner par un texte législatif la création de la fonction de chef d'Etat-Major de la Défense nationale (décret du 22 janvier) que nous avons dénoncé en son temps comme la préparation de la dictature militaire de guerre.

Le rapport a été combattu par M. Laurent-Eynac, au nom de la commission de l'Air et M. Bergeon au nom de la commission de la Marine d'un point de vue technique, par M. Jacquy d'un point de vue politique, et par M. Fabry qui a dit qu'il définissait le but vers lequel il fallait tendre, but qu'il visait lui aussi à atteindre, mais seulement progressivement. Donc divergence non de but et de méthodes.

Or que veut M. Jacquy ? Alors que le projet Fabry se contente de rappeler que le gouvernement à la direction générale de la guerre, Jacquy écrit :

L'action du gouvernement est confiée au Comité de guerre, (qui) comprend les Ministères particulièrement intéressés à la Défense nationale et les principaux chefs militaires (article 39). Dans le cadre des instructions du Comité de guerre, le ministre des Forces Aériennes assure la direction militaire de la guerre (article 40).

Autrement dit : le gouvernement abdique son pouvoir entre les mains d'un organisme où les militaires ont la prépondérance et c'est cet organisme qui dirige le pays.

M. Bergeon, défendant l'autonomie et le prestige de la Marine, se réfugie derrière la légalité républicaine, et il vend la mèche : L'existence d'un super-chef d'Etat-Major nanti de pouvoirs réels... réduirait à un rôle ridicule la fonction des ministres... On verrait se reproduire les épisodes bien connus de la lutte entre le Pouvoir civil et le pouvoir militaire, avec aboutissement probable à la dictature militaire.

Enregistrons l'aveu et notons qu'au Sénat se sont manifestées uniquement des oppositions techniques qui portent sur l'efficacité de chaque arme et son poids dans la Défense nationale, mais que sur le fond tout le monde a proclamé son accord avec le décret du 21 janvier. Notons encore que l'article 1 du projet nous apprend que la loi sur la nation armée sera appliquée « en période de tension extérieure lorsque les circonstances l'exigeront ». C'est-à-dire que la dictature militaire peut être instaurée dès le temps de paix, par exemple à l'occasion d'incidents en Tchécoslovaquie ou... en France.

Nous ne pouvons ici étudier le détail du projet adopté par le Sénat. Nous attirons donc l'attention sur les points suivants : 1° De 18 à 21 et de 50 à 52 ans on affectera la population masculine aux travaux de défense passive. De plus les fonctionnaires retraités devront se tenir à la disposition de l'Etat pendant 5 ans après leur mise à la retraite.

Note de l'Administration

Voici les phalanges versées pour les deux semaines de juin. Une précédente liste a été donnée dans la circulaire du parti, distribuée fin mai.

- Guérin (14^e) 150 fr., Follet (15^e) 372, Saki (11^e) 10 fr., Pimutier, 20 fr., Phalange 17^e, 90 fr., Allégruet, 50 fr.; Baraquin, 10 fr.; un camarade américain 200 fr.; Pauline, 5 fr.; Georges, 3 fr.; Phalange 13^e (Donat) 200 fr.; Levique, 21; R.B., 3,50; S. Charpy, 15 fr.; Clart, 100 fr.; Ago, 150 fr.; Galletti (17^e) 50.

Après l'Assemblée des secrétaires fédéraux de la C.G.T.

A l'action pour le retour aux 40 heures !

Lundi 13 juin a eu lieu une conférence des secrétaires des fédérations convoqués par le bureau confédéral à la suite des 3.500 licenciements chez les employés des Grands Magasins de Paris.

C'est la deuxième fois que le bureau confédéral réunit les dirigeants des fédérations de la C.G.T. pour continuer sa politique néfaste aux intérêts ouvriers. En octobre 1937, alors que chaque militant comprenait la nécessité de défendre les conventions nationales, une telle conférence avait eu lieu dont le résultat fut non pas l'organisation de la lutte pour les revendications générales mais leur abandon et l'acceptation des reconductions des conventions jusqu'à l'usure de la combativité ouvrière.

Cette fois-ci encore alors qu'il apparaissait qu'une lutte d'envergure devait être organisée contre le patronat qui licencie chez les employés dans la verrerie, dans les industries chimiques, dans la métallurgie même où malgré cela la Fédération des Métaux continue à accepter les heures supplémentaires. Partout les licenciements ont lieu suivant les mêmes préoccupations : les militants qui ont fait preuve de quelque activité syndicale depuis juin 36 sont particulièrement visés. L'offensive patronale paraît être centralisée et menée avec fermeté, les appuis semblent ne pas faire défaut, même au gouvernement. Les licenciements ont en même temps pour but de jeter le trouble dans l'esprit de la classe ouvrière que la politique confédérale aggrave par sa passivité.

Les licenciements massifs et individuels, le chômage partiel, l'accentuation du travail à domicile sont des formes d'une même attaque et la responsabilité de la désorganisation de la production est rejetée sur le Front populaire et sur les ouvriers qui ont suivi sa politique de trahison. Cette paralysie de la production permet aux patrons de mieux attaquer les 40 heures et de s'opposer aux rajustements de salaires pourtant si minimes. Daladier leur montre la voie en s'opposant à l'augmentation des traitements des fonctionnaires.

Contre les licenciements, pas de prière au gouvernement qui s'en moque, pas besoin de grands discours. 1° Les 40 heures partout sans aucune dérogation pas plus dans le sous-sol que dans l'aviation. 2° Tant qu'il y aura des chômeurs (partiels ou complets) diminution des heures de travail dans l'industrie et dans le commerce. Cette échelle mobile des heures de travail, sans diminution du salaire s'entend, est le mot d'ordre à défendre pour la préparation de l'occupation générale des entreprises. Son application exige en même temps la lutte pour le contrôle ouvrier.

Ils veulent tuer Ta-Thu-Thau AMNISTIE !

Ta-Thu-Thau, dont la moitié du corps est toujours paralysée, a dû être transporté à l'hôpital-prison de CHOQUAN. Après qu'on lui ait imposé des piqûres sous-cutanées, intra-musculaires et intra-veineuses, de salicylate, de strychnine, de scopolamine, les médecins l'ont pratiquement abandonné.

Les souffrances de notre camarade sont intolérables. Elle ne s'apaise que lorsque son organisme épuisé succombe pour quelques heures au sommeil.

Cependant, TA-THU-THAU maîtrise sa douleur ; sa lucidité, sa fermeté, son calme impressionnent ceux qui l'entourent.

Les ouvriers et les paysans indochinois dont il s'est fait le champion, les révolutionnaires de la Quatrième Internationale dans le monde entier, et, à leur appel, les travailleurs, défendent l'existence de Ta-Thu-Thau et feront sortir de Choquan.

Debut, travailleurs, pour exiger la libération immédiate de Ta-Thu-Thau ! Dans tous les groupements ouvriers, posez la question ! AMNISTIE !

Premier examen du programme provisoire du P.S.O.P.

Nous ne pouvons examiner que les principales des questions essentielles posées par le manifeste qui a proclamé le P.S.O.P., publiées dans juin 36, n° 17. Notons que le manifeste tout d'abord, est muet sur la politique passée d'adaptation à Blum, d'espérance dans le compromis et dans l'amnistie. Au contraire, dans une certaine mesure, il justifie cette politique qui a été la cause de l'impréparation politique, donc de la perte de nombreux militants.

Sur la question du Front Populaire, le manifeste ne tire aucune leçon de la faillite du Front Populaire, qu'il constate. « que devait être le Front Populaire ?... deux ans de capitulation... » Il se prononce « pour un Front de Combat ».

Tout ce vague s'éclaire à la réponse de Pivert faite à notre orateur au meeting des Sociétés Savantes. Pourquoi le manifeste n'est pas clairement pour le Front ouvrier et pour le gouvernement ouvrier et paysan ?

Parce que répond Pivert, il s'agit avec le « Front de combat » et le « gouvernement de combat » d'armer des gouvernements de transition, auxquels doit participer le parti dit révolutionnaire, et pour lesquels il prend à titre transitoire, des responsabilités politiques.

Ainsi, la réponse de Pivert signifie qu'il considérait le gouvernement Blum en 1936, comme un gouvernement de combat, et qu'il ne regrette pas d'avoir participé à ce gouvernement, qu'il est même partisan à l'avenir de recommencer. Sinon, qu'il s'explique.

Ainsi, en Espagne, le P.O.U.M., pour son plus grand malheur, participa au gouvernement « de combat et de transition », qui a dissous les Comités. Au contraire, le programme de la 4^e Internationale, tout en montrant certains blocs afin de mettre les opportunistes au pied du mur sur certains points précis, déclare ouvertement que le parti révolutionnaire propage le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, et ne prendra de responsabilités politiques et organisationnelles que pour un tel gouvernement, brisant l'Etat bourgeois et donnant le pouvoir aux Comités. Telle est la divergence.

Il ne s'agit pas de la divergence du sectarisme, d'avec un soi disant sens des étapes et des réalités. Il s'agit de la divergence entre l'opportuniste (qui a fait ses preuves tragiques en Espagne) et le marxisme. D'ailleurs, le programme de la 4^e Internationale est beaucoup moins « sectaire », que le programme centriste, car il accorde la place centrale à l'unification des masses, dans les Comités ! ces Comités auxquels on n'attache aucune importance et que l'on dissout si volontiers, au Bureau de Londres (P.O.U.M., etc.)

Unité Révolutionnaire !

Travailleurs parisiens venez à la grande ASSEMBLÉE PUBLIQUE Mardi 28 Juin, à 20 h. 30 Salle des Loisirs, 12, Imp. Compo nt, Paris-17^e (Métro Brochant) SUR LA CRISE DU PARTI SOCIALISTE et le PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

Orateurs : CLART (P. O. I.) — STÈVE (J. S. R.) — NAVILLE (P. O. I.) — THÉO (S. I. S. L.)

Nous ne devons pas laisser liquider définitivement LES CONQUETES DE JUIN 36

Aujourd'hui, dire que les conquêtes ouvrières de Juin 1936 sont liquidées ou presque, cela devient malheureusement une banalité...

Les 40 heures sont battues en brèche dans l'aviation, les arsenaux, les usines travaillant directement pour la guerre...

Les travailleurs exploités quittent nombreux la C. G. T., pourquoi? Leur syndicat seul est souvent impuissant, leur Fédération par la direction est liée aux décisions confédérales...

Aujourd'hui, la classe ouvrière, dans son ensemble, est désorientée. La faillite de la politique du Front Populaire apparaît nettement puisque le capitalisme français réussit encore à endiguer la crise sociale qu'il suscite...

3.500 employés des Grands Magasins de Paris sont licenciés

La Fédération des Employés a riposté à l'attaque contre l'échelle mobile des employés des Grands Magasins en décembre 1937, elle s'est opposée à la continuation de l'enquête sur la production demandée par la C.G.T. et qui a conduit aux dérogations aux 40 heures...

Mort pour les dividendes!

Gérardmer, 15 Juin. — Un grave accident vient de se produire dans une carrière de Gérardmer, causant la mort de notre camarade Tormaselli; il faut démasquer les responsables de ces crimes, car ce n'est pas la première fois que de graves accidents se produisent dans les carrières des Vosges...

Comment on impose aux Ouvriers de "LA LORRAINE" (Argenteuil) les 45 heures

On peut dire que les 40 Heures deviennent de plus en plus inexistantes dans les usines de Défense nationale, privées et nationalisées. L'Etat et ses capitalistes se moquent bien des chômeurs et des lamentations des Staliniens qui réclament que l'on achète des machines, que l'on améliore la Technique de la Production, sans toutefois soutenir à fond ces réclamations...

Syndicat des Métaux, la campagne contre la Fédération des Techniciens qui refusait de se soumettre à eux, d'avoir accepté parmi la nouvelle commission exécutive USTA un individu peu recommandable exclu autrefois de la Fédération pour avoir giflé des femmes dans une usine et refusé de donner des comptes à son syndicat...

L'élection des délégués

Les élections viennent de se dérouler dans notre usine nationalisée 100 pour cent. Pour la première fois les syndicats fascistes et chrétiens ont présenté une liste contre celle de la C. G. T.

Et le sabotage de la production?

On nous écrit: Bordeaux, 17 janvier. — Un joli scandale vient d'éclater aux usines nationalisées d'aviation de Bacalan. Alors que certains métaux ont capacités techniques éprouvées ne parvenaient pas à se faire embaucher, des ouvriers plus... débrouillés, gargon de café, coiffeurs, etc., passaient brillamment les essais et étaient embauchés.

Les 45 heures

Fait étrange, le lendemain des élections de délégués où les Staliniens remportèrent tous les sièges, la Direction avertit les ouvriers de la section qu'elle envisageait de faire les 45 heures et, peu de temps après, on apprenait par nos responsables syndicaux que toute la Fabrication ferait 45 heures.

LISONN LES AUTRES

Nous avons lu dans Juin 36 (11 juin) un communiqué qui déclare: Des informateurs suspects indiquent que le Parti socialiste ouvrier et paysan aurait donné son adhésion à une fantomatique « IV^e Internationale ».



Les deux textes concluent que seule la Conférence Nationale des 16 et 17 juillet déterminera « les relations du PSOP avec les minorités révolutionnaires internationales ».

NUMÉRO SPÉCIAL

Quatrième Internationale vient de faire paraître un Numéro spécial (juin), contenant plusieurs importants documents sur la question russe.

Le Gérant: LORET

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

(Suite de la page 4)

On prétendait que le P.S.O.P. n'est pas constitué pour ne pas se prononcer sur l'affiliation internationale, et pour combattre la IV^e, mais en attendant on fait encaisser aux militants du P.S.O.P., la présence de Fenner Brockway, le chef du Bureau de Londres, et on proclame que rien « ne sépare nos conceptions révolutionnaires de celles de nos camarades anglais ».

mission d'enquête, non contre Staline, mais contre Trotsky.

Voilà l'Internationale réellement constituée, pour laquelle se prononce une fraction dirigeante dans le P.S.O.P. A cela les militants du P.S.O.P. ont le droit et le devoir d'opposer une Internationale dirigée, non par des centristes et des intrigants parlementaires, mais par eux-mêmes d'une Internationale et ayant un programme et des principes, la IV^e Internationale.

Nos propositions d'action

Nos camarades se préoccupent d'intensifier le courant pour le Front ouvrier, contre les décrets lois Daladier dans les usines.

Premier examen du programme provisoire du P. S. O. P.

Voilà l'Internationale réellement constituée, pour laquelle se prononce une fraction dirigeante dans le P.S.O.P.

seulement de ses militants, mais aussi des militants du P.S.O.P., les intérêts de l'avant-garde.

P. A., et notre groupe, organise un meeting public contre les décrets-lois, contre la répression en France et aux Colonies.

ne répondent pas à nos propositions. Pourquoi? Pensez-vous que l'unité révolutionnaire se préparera dans la confusion et en se tournant le dos?